

Vers une démocratisation de la technique

Si la technique est omniprésente dans la société, les citoyens ne sont pas assez impliqués dans les choix associés. Il est temps d'ouvrir cette réflexion à tous.

Pierre Lamard et Yves-Claude Lequin

Depuis 1900, en deux ou trois générations, le monde a considérablement changé sur le plan technique. À côté d'un fourmillement de techniques ne débordant pas l'usage personnel se sont développés des systèmes tentaculaires : réseaux énergétiques, informationnels, de transport... L'industrie, même lorsqu'elle diminue le nombre de salariés de ses usines, implique toujours plus d'acteurs ou d'institutions de tous ordres. Elle mobilise des millions de personnes et d'importants capitaux pour des opérations d'envergure dans le temps et dans l'espace.

Nous nous trouvons désormais en présence d'une technique toujours plus présente dans la société. Mais qui en décide ? On ne pose même pas la question. Aujourd'hui, les décisions techniques fondamentales sont prises en petits cercles par les dirigeants politiques ou ceux de mégastuctures industrielles, commerciales ou administratives. Les choix techniques, engageant la société, sont arrêtés hors toute forme de citoyenneté ! Cette situation a des racines historiques : la technologie, étude de la technique et de ses enjeux, fut d'abord enseignée aux élites.

Johann Beckmann, qui, en 1770, créa la discipline universitaire en Allemagne, la définissait ainsi : « La technologie [...] explique complètement, méthodiquement et distinctement tous les travaux avec leurs conséquences et leurs raisons. » Vers 1800, la technologie était enseignée par une vingtaine d'universités européennes, surtout germaniques, mais pas en France (sauf à Strasbourg). S'adressant aux futurs gouvenants à l'orée de la révolution industrielle, elle les instruisait des politiques à mener pour développer leur pays. Le jeune Georges Cuvier, qui se destinait à des fonctions d'administrateur, suivit ainsi un cours de technologie à Stuttgart en 1786. Un peu

plus tard, à Paris, G-J Christian, premier directeur du Conservatoire national des arts et métiers, concevait une « science industrielle » à l'intention des entrepreneurs, la « technonomie » (1819), « analysant les bases techniques et les conditions économiques de la production industrielle ».

En 1867, Marx proposa d'« introduire l'enseignement de la technologie, pratique et théorique, dans les écoles du peuple ». Peine perdue. Depuis le XIX^e siècle, les mathématiques et les sciences de la nature trônent au sommet des valeurs scientifiques. Quant à la technique, nommée « application des sciences », elle semble une conséquence inévitable des sciences, à laquelle l'homme et la société doivent s'adapter. Sauf exception, les sciences sociales l'ignorent aussi, particulièrement en France. Cet amalgame entre science et technique est dommageable aux deux : la science est discréditée au vu de systèmes techniques trop souvent orientés par des considérations de profit ou de pouvoir, et – du fait de son annexion aux sciences – la technique se trouve reléguée en position subalterne.

Or un projet technique engendre souvent des recherches scientifiques, et n'a donc rien d'une simple « application des sciences » ; en outre, si les sciences de la nature disent les possibles, les choix techniques sont opérés par divers décideurs selon des finalités et modalités qui n'ont pas toujours à voir avec la rationalité scientifique.

N'oublions pas que l'objet de la technologie est précisément d'étudier les choix techniques (y compris les abandons et les échecs). Face à l'accroissement des macrosystèmes techniques incontrôlés émerge une prise de conscience sociale qui aspire à faire participer le plus grand nombre aux choix techniques. Dès lors, l'ensei-



Johann Beckmann, professeur d'économie à l'Université de Göttingen, définit la technologie en 1770; souvent réédité en allemand, son livre fondateur, Introduction à la technologie (1777, ci-dessus), ne fut jamais traduit en français.

gnement de la technologie changerait de mission, retrouvant son esprit originel tout en élargissant son public afin de former non plus des exécutants, mais des citoyens aptes à connaître et comprendre les enjeux du futur, pour en décider souverainement. Dans ces conditions, il s'agirait moins d'acquérir des connaissances assurées sur des mécanismes (savoir professionnel) que d'apprendre à discerner les enjeux essentiels parmi une foule d'incertitudes et à formuler un projet.

Ce changement radical suppose de promouvoir, d'une part, une technologie enseignée à tous (de la maternelle à l'ENA), comprenant les enjeux techniques et le « penser complexe » et, d'autre part, l'intelligence des travailleurs comme source de connaissance et de choix, car le travail, loin de se réduire à une « exécution », est une source fondamentale du renouvellement de la technique.

En somme, la technologie retrouverait sa finalité originelle d'aide à la décision politique en s'adressant désormais à l'ensemble des citoyens.

Pierre Lamard et Yves-Claude Lequin sont professeurs à l'Université de Technologie de Belfort-Montbéliard

P. Lamard et Y.-C. Lequin, La technologie entre à l'université. Compiègne, Sevenans, Belfort-Montbéliard..., Belfort, Pôle éditorial de l'UTBM, 2006.